



INSTRUCTION

N° 05-034-M52 du 8 août 2005

NOR : BUD R 05 00034 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RÉFORME DES DISPOSITIFS D'AIDES PUBLIQUES VERSÉES AUX HANDICAPÉS

ANALYSE

Conditions de versement par les départements, à compter du 1er janvier 2006, de la nouvelle prestation de compensation du handicap instaurée par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 - Dispositif transitoire mis en place en 2005 sur la base d'une convention conclue entre l'Etat et le Conseil Général conformément à la circulaire DGAS/SD/3A/ n° 2005-140 du 11 mars 2005

Date d'application : 11/03/2005

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; DÉPARTEMENT ;
HANDICAPÉ ; COMPENSATION ; PRESTATION ; FINANCEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureaux 5B/5C

SOMMAIRE

1. LA MISE EN ŒUVRE PAR LES DÉPARTEMENTS, AU 1ER JANVIER 2006, DE LA LOI N°2005-102 DU 11 FÉVRIER 2005 POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES, LA PARTICIPATION ET LA CITOYENNETÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES	3
1.1. La nouvelle prestation de compensation du handicap versée par les départements.....	4
1.2. La création de maisons départementales des personnes handicapées	4
2. LE DISPOSITIF MIS EN PLACE EN 2005 PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE (DGAS) DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS	6
2.1. Fondement juridique de l'intervention des financements de la Caisse nationale de solidarité autonomie (CNSA).....	6
2.2. Les caractéristiques des aides complémentaires concernées par le dispositif transitoire.....	7
2.3. Le financement des aides versées par les départements pour le compte de l'Etat	8
2.4. L'instruction des demandes d'aides complémentaires	8
2.5. Le paiement des aides complémentaires	8
2.6. Les pièces justificatives et l'imputation comptable des opérations liées au dispositif transitoire.....	9

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire de la DGAS du 11 mars 2005	10
ANNEXE N° 2 : Circulaire de la DGAS du 28 juillet 2005	17
ANNEXE N° 3 : Extraits de la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (NOR: SANX0300217L)	20
ANNEXE N° 4 : Convention type Etat - Département.....	29

La présente instruction a pour objet de présenter aux payeurs départementaux la nouvelle prestation de compensation du handicap et les maisons départementales des handicapés issues de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Elle décrit par ailleurs, le dispositif d'anticipation mis en place en 2005 par la direction générale de l'action sociale du Ministère de la Santé et des Solidarités.

1. LA MISE EN ŒUVRE PAR LES DÉPARTEMENTS, AU 1ER JANVIER 2006, DE LA LOI N°2005-102 DU 11 FÉVRIER 2005 POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES, LA PARTICIPATION ET LA CITOYENNETÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES

La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 a formé un ensemble de droits, de services, de prestations, de procédures et d'institutions couvrant les principaux aspects de la vie des personnes handicapées. Cette impulsion initiale a été relayée par différentes lois relatives à l'emploi (loi du 10 juillet 1987), à l'éducation (loi du 10 juillet 1989) et à l'accessibilité de différents lieux (loi du 13 juillet 1991).

La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 a étendu les domaines dans lesquels doit s'exercer l'obligation nationale de solidarité et a posé le principe d'un droit à compensation des conséquences du handicap. La loi du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de soins, a elle-même réaffirmé que « *toute personne handicapée a droit, quelle que soit la cause de sa déficience, à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale* ».

Ce dispositif a permis notamment de garantir des ressources à quelque 760 000 ressortissants de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), d'un montant mensuel moyen de 480 €, et à 120 000 bénéficiaires de l'allocation d'éducation spéciale (AES), de financer le besoin en tierce personne de 90 000 personnes handicapées et d'apporter une aide au logement à 160 000 personnes. Elle a également permis de créer quelque 130 000 places pour l'enfance handicapée et 150 000 places d'hébergement, de soins ou de travail dans des établissements pour adultes, notamment en maisons d'accueil spécialisé et dans des centres d'aide par le travail, de développer des services appropriés, en particulier d'auxiliaires de vie ou d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD).

Près de trente ans après ce texte fondateur, la loi n°2005-102 du 11 février 2005 vise à concrétiser l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées sur trois axes :

- garantir aux personnes handicapées le libre choix de leur projet de vie grâce à la compensation des conséquences de leur handicap et à un revenu d'existence favorisant une vie autonome digne ;
- permettre une participation effective des personnes handicapées à la vie sociale grâce à l'organisation de la cité autour du principe d'accessibilité généralisée, qu'il s'agisse de l'école, de l'emploi, des transports, du cadre bâti ou encore de la culture et des loisirs ;
- placer la personne handicapée au centre des dispositifs qui la concernent en substituant une logique de service à une logique administrative.

Le financement des droits nouveaux sera assuré en totalité par une partie des ressources mobilisées grâce à la suppression d'un jour férié et affectées à la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) qui en garantira l'utilisation exclusive au bénéfice des personnes handicapées et des personnes âgées. Une mission préparatoire à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif a été menée, en concertation, avec les élus départementaux, les organismes de protection sociale, les partenaires sociaux et les associations. Elle proposera notamment l'articulation des compétences entre l'Etat et les départements la mieux adaptée au regard des missions dévolues à la CNSA et du souci d'une gestion de proximité. La loi du 11 février 2005 ne contient, en effet, aucune disposition susceptible de préempter les décisions prises à l'issue de ce travail d'expertise.

1.1. LA NOUVELLE PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP VERSÉE PAR LES DÉPARTEMENTS

Avant la loi du 11 février 2005 (cf. annexe n°3), la compensation visait à répondre à un besoin en aides humaines sous la forme de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) versée par les départements. Cette dernière loi institue une nouvelle aide octroyée par les conseils généraux, à compter du 1^{er} janvier 2006, qui vise à apporter à chaque personne handicapée la réponse appropriée à ses besoins spécifiques, qu'il s'agisse de prestations en nature ou en espèces ou de services d'accompagnement à la vie en milieu ordinaire ou en établissement.

La nouvelle prestation de compensation ouvre droit aux aides reconnues nécessaires pour compenser les conséquences du handicap : aides humaines ou techniques, aides à l'aménagement du logement, aide aux aidants ou tout autre type d'aide. Cette prestation pourra continuer à être versée après l'âge de soixante ans à la personne qui en fait le choix (prise en charge de la dépendance).

Une compensation adaptée nécessite de nouvelles méthodes d'évaluation du handicap qui permettent, au-delà des limitations fonctionnelles, d'apprécier les aptitudes et les capacités des personnes et de prendre en compte leurs aspirations et celles de leur famille. La loi précitée remédie aux difficultés constatées pour l'allocation aux adultes handicapés (AAH), créée en 1975, qui était auparavant perçue tantôt comme minimum social, tantôt comme prestation de compensation.

La prestation de compensation n'est pas soumise à conditions de ressources, mais elle sera accordée dans la limite de taux de prise en charge et de montants variables en fonction de la nature de la dépense qu'elle vient compenser et des ressources du bénéficiaire. Ces dispositions seront arrêtées par voie réglementaire.

En ce qui concerne les aides humaines, la prestation est en outre subordonnée aux mêmes conditions que l'ACTP allouée par le département. Elle demeure à la charge de ce dernier. Toutefois, la mise en œuvre de cette nouvelle prestation permettra de mieux prendre en charge les besoins en aides humaines des personnes lourdement et surtout très lourdement handicapées. Les dépenses supplémentaires en résultant pour les départements feront l'objet de financements alloués par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Enfin, la prestation n'est pas subordonnée à la mise en œuvre de l'obligation alimentaire, ni soumise à récupération et ne peut faire l'objet d'aucun recours en récupération.

Les dispositions relatives à la prestation de compensation sont codifiées dans le code de l'action sociale et des familles en lieu et place des articles actuellement consacrés à l'allocation compensatrice pour tierce personne (article L 245-1 à L 245-10). La loi du 11 février 2005 tire par ailleurs les conséquences de la création de la prestation de compensation en substituant le volet aides humaines de cette dernière à l'ACTP dans l'article L 131-2 du code de l'action sociale et des familles qui place la décision d'attribution de cette allocation dans le champ des compétences du président du Conseil général.

1.2. LA CRÉATION DE MAISONS DÉPARTEMENTALES DES PERSONNES HANDICAPÉES

Pour faire reconnaître leurs droits, les personnes handicapées devaient s'adresser à des structures multiples : COTOREP et CDES pour les décisions relatives aux prestations et à l'orientation, assurance maladie pour la prise en charge des aides techniques, lorsque celles-ci sont remboursables, départements, fonds de secours des organismes sociaux, associations pour les aménagements du logement et du cadre de vie, AGEFIPH pour l'aménagement des postes de travail,... Afin de résoudre la complexité liée à cette multiplicité de financeurs, ceux-ci se sont regroupés, depuis 1997, au sein de « sites pour la vie autonome » (SVA), dont la généralisation a été décidée en 2000 et s'est achevée 2003. La création de ces structures a permis un raccourcissement significatif des délais de traitement des dossiers de demande d'aide et la réduction du coût restant à la charge des personnes handicapées en matière d'aide technique.

Pour approfondir cette évolution, la loi du 11 février 2005 crée dans chaque département, une maison des personnes handicapées, éventuellement dotée d'antennes locales, qui constituera le « guichet unique » auprès duquel toute personne handicapée et sa famille trouvera l'accueil, l'information et les conseils nécessaires et pourra formaliser leurs demandes. Une équipe pluridisciplinaire prendra en compte les aspirations de la personne, procédera à l'évaluation de ses aptitudes et de ses besoins et proposera un plan personnalisé de compensation à partir duquel seront prises les décisions d'orientation et de financement. La maison des personnes handicapées assurera le suivi de la mise en œuvre des décisions, l'accompagnement et les médiations éventuelles. A cette fin, un interlocuteur unique prendra en charge les démarches complexes imposées aujourd'hui à la personne ou à sa famille.

La maison départementale des personnes handicapées se verra également confier la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, commission unique qui se substitue aux actuelles commission départementale de l'éducation spécialisée (CDES) et commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP), ainsi que de l'équipe pluridisciplinaire, chargée de procéder à l'évaluation des besoins de compensation et de proposer un plan personnalisé de compensation du handicap. La maison départementale intégrera en outre les missions dévolues aujourd'hui aux sites pour la vie autonome.

Cette organisation permettra notamment d'éviter en matière d'attribution de prestations et d'orientation les dysfonctionnements lors du passage des enfants à l'âge adulte. Elle facilitera la prise de décisions concernant à la fois la scolarisation, les études supérieures et l'orientation professionnelle. La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées qui siégera soit en formations spécialisées soit en formation plénière prendra, sur la base de l'évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire et du plan de compensation proposé par cette dernière, les décisions d'ouverture des droits au bénéfice des personnes handicapées.

Cette commission sera composée notamment de représentants du département, des services de l'Etat, des organismes de protection sociale et des personnes qualifiées désignées par les associations. La maison départementale des personnes handicapées sera constituée sous forme d'un groupement d'intérêt public (GIP), dirigé par le département et bénéficiant d'un financement par la CNSA.

Il convient aussi de rappeler que l'article 49 de la loi libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 attribue désormais au département un véritable rôle de chef de file de l'action sociale, chargé de définir et de mettre en œuvre cette politique publique, en concertation avec les différents acteurs concernés et en tenant compte de leurs compétences propres, ainsi que de coordonner l'ensemble des interventions qui y concourent (article L. 121-1 du CASF).

Le transfert au département d'un pouvoir général de coordination se traduit par la suppression des dispositifs de coordination institués en matière d'aides financières et de prévention et de lutte contre les exclusions, entre notamment l'Etat, le département, les communes et les caisses d'allocations familiales. En matière d'organisation sociale et médico-sociale, l'article 50 de cette même loi (articles L. 312-5 et L. 312-4 du CASF) confie désormais au seul conseil général l'initiative, le pilotage et la responsabilité d'arrêter le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale, à charge pour lui de veiller à la concertation avec le représentant de l'Etat dans le département compte tenu des compétences de l'Etat sur une partie du champ médico-social. Enfin, l'article 56 (articles L. 113-2, L. 232-13 et L. 313-3 du CASF) conforte la compétence générale du département en matière d'action sociale en faveur des personnes âgées.

2. LE DISPOSITIF MIS EN PLACE EN 2005 PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE (DGAS) DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

La prestation de compensation, créée par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, sera mise en place en 2006. Cette prestation se substitue à l'actuelle allocation compensatrice pour tierce personne ou pour frais professionnels pour les aides humaines mais permet en outre la prise en charge des dépenses d'aides techniques, d'aménagement du logement et des véhicules des personnes handicapées, ainsi que d'éventuelles charges résultant de leur transport, d'aides spécifiques ou exceptionnelles, comme celles relatives à l'acquisition ou l'entretien de produits liés au handicap, ou celles relatives aux aides animalières. Les enfants ont accès au 3^{ème} volet de la prestation de compensation (aménagement du logement et du véhicule de la personne handicapée, ainsi que d'éventuelles charges résultant de leur transport).

La personne handicapée peut percevoir selon son choix la prestation de compensation en nature ou en espèces, par des versements mensuels ou ponctuels, s'agissant des aides techniques ou des aménagements de logement. L'aide humaine est accordée à toute personne handicapée soit lorsque son état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou requiert une surveillance régulière, soit lorsque l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une fonction élective lui impose des frais supplémentaires. Cette aide peut être employée selon le choix de la personne pour dédommager un aidant familial rémunérer une tierce personne sous la forme d'un emploi direct (possibilité de rémunérer un membre de la famille), du recours à un service mandataire ou à une prestation de service.

Compte tenu des financements nouveaux apportés à titre exceptionnel en 2005 sur le budget de l'Etat, par la Caisse nationale de solidarité autonomie créée par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, par voie de fonds de concours créé par l'Etat, il est apparu non seulement nécessaire de continuer à dégager dès cette année des moyens nouveaux en direction des personnes très lourdement handicapées désireuses de vivre à domicile, mais aussi d'accompagner la préparation des textes d'application de la loi par des mesures anticipatrices. C'est pourquoi, une partie des crédits dont la CNSA dispose en 2005 sera consacrée aux personnes handicapées à domicile et au renforcement des aides humaines destinées aux personnes très lourdement handicapées.

2.1. FONDEMENT JURIDIQUE DE L'INTERVENTION DES FINANCEMENTS DE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITÉ AUTONOMIE (CNSA)

En application de la loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la Caisse nationale de solidarité autonomie a notamment pour mission " *de contribuer au financement de l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées à domicile et en établissement, dans le respect de l'égalité de traitement de l'ensemble des personnes concernées sur l'ensemble du territoire*" (article 55 de la loi et article L 14-10-1 du code de l'action sociale et des familles).

L'article 100 de la loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (cf. annexe n°3) prévoit que les crédits de la Caisse nationale de solidarité autonomie peuvent financer , par voie de fonds de concours créé par l'Etat, "*les contributions aux départements pour accompagner leur effort en faveur de l'accompagnement à domicile des personnes handicapées*" (article 100 - II - 2° - b).

Les mesures mises en place en 2005 constituent donc une préfiguration du dispositif prévu par la loi pour mieux solvabiliser les personnes handicapées confrontées à des besoins tout à fait particuliers d'aide humaine. Elles n'ont pas pour autant, selon la DGAS, le caractère d'expérimentations au sens des articles LO 1113-1 à 7 du code général des collectivités territoriales.

Les crédits de la CNSA alimentent par voie de fonds de concours les crédits du ministère chargé de l'action sociale au chapitre 46-35- article 20. Ils sont délégués aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales qui, conformément à ce qui est prévu à l'article 100 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, concluent des conventions avec les Conseils généraux et allouent une contribution aux départements afin d'accompagner leur effort en faveur de l'accompagnement à domicile des personnes handicapées.

La Direction Générale de l'Action Sociale (DGAS) de ce ministère a donc diffusé, le 11 mars 2005, une circulaire aux préfets détaillant le dispositif transitoire préconisé pour 2005 (cf. annexe n°1). Ce dernier couvre les conditions d'attribution de l'aide complémentaire pouvant être apportée dès 2005 aux personnes adultes très lourdement handicapées vivant à domicile, en définissant des critères d'éligibilité liés aux besoins de la personne. Elle décrit les modalités d'instruction et d'évaluation des demandes d'aides. Les conditions d'attribution et les montants de l'aide pouvant être accordés sont également précisés dans cette circulaire. Elle fixe par ailleurs les modalités de mise en œuvre et de suivi du dispositif. Elle comporte en annexes un référentiel d'évaluation, outil permettant de procéder aux évaluations selon les modalités décrites dans la circulaire et un modèle de convention entre l'Etat et le département.

Au vu de l'expérience acquise sur les premières conventions en cours de préparation, la DGAS a modifié la convention-type à proposer par les préfets aux départements qui demeurent libres de s'engager ou non dans ce dispositif transitoire décrit ci-après. La convention type actualisée en juin 2005 figure en annexe 4 de la présente instruction. Les conventions signées précédemment sur la base de l'ancien modèle annexé à la circulaire du 11 mars 2005 de la DGAS feront l'objet d'un avenant (initié dans les meilleurs délais par les DDASS concernées) les mettant en conformité avec cette nouvelle convention-type. De nouvelles instructions ont également été transmises aux préfets en juillet 2005 (cf. annexe n°2).

2.2. LES CARACTÉRISTIQUES DES AIDES COMPLÉMENTAIRES CONCERNÉES PAR LE DISPOSITIF TRANSITOIRE

L'aide complémentaire est ouverte aux personnes qui bénéficient déjà de l'attribution par la COTOREP d'une allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) au taux de 80% (avant examen des conditions de ressources par le Conseil général) ou d'une attribution de la majoration pour tierce personne du régime invalidité (MTP).

Pour bénéficier de l'aide complémentaire, les personnes doivent réunir les deux critères suivants (cf. § II de la circulaire DGAS du 11 mars 2005) :

- nécessité d'une aide totale pour la plupart des actes essentiels de l'existence ;
- nécessité d'une surveillance et de soins constants ou quasi constants.

Tout ou partie de l'aide complémentaire devra être assurée par l'intervention d'au moins un tiers rémunéré.

S'agissant d'un dispositif transitoire, destiné d'une part, à accroître sans plus tarder l'aide apportée aux personnes très lourdement handicapées encore confrontées à des surcoûts d'aide humaine pouvant faire obstacle à leur liberté de choix et, d'autre part, à vérifier les effets pratiques des dispositions réglementaires en préparation, la circulaire du 11 mars 2005 doit être appliquée avec souplesse. Les directions départementales sont invitées à signaler les dérogations qui leur paraîtraient nécessaires pour que les actuels bénéficiaires des forfaits grande dépendance soient assurés que ces récentes mesures entraînent une amélioration réelle de leur situation et ne se traduisent en aucun cas, bien sûr, par une réduction des aides jusque là accordées.

2.3. LE FINANCEMENT DES AIDES VERSÉES PAR LES DÉPARTEMENTS POUR LE COMPTE DE L'ETAT

Des crédits d'Etat sont délégués aux DDASS, à la suite de l'estimation des besoins financiers nécessaires pour chaque département opérée en avril 2005 (cf. § I de la circulaire DGAS du 11 mars 2005). Ces crédits sont versés au Conseil général après signature de la convention avec le préfet.

Cette convention prévoit le cadre dans lequel le département apportera son concours, prolongeant les missions qui lui sont actuellement dévolues pour le versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne et anticipant celles qu'il exercera une fois la prestation de compensation mise en place.

Chaque département concerné constatera une recette budgétaire, correspondant à cette contribution versée par l'Etat, et une dépense budgétaire, correspondant au paiement des aides complémentaires susvisées. Le coût du dispositif transitoire pour 2005 s'avère donc supporté par l'Etat et non par les départements signataires.

Après clôture de l'exercice 2005, le solde des contributions de l'Etat n'ayant pas été consommé par l'octroi d'aides aux personnes handicapées fait l'objet d'un titre de perception émis par la DDASS après réception du bilan annuel.

2.4. L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDES COMPLÉMENTAIRES

La demande d'aide complémentaire émanant de la personne handicapée, ou de son représentant, est adressée à la DDASS, accompagnée d'un certificat médical du médecin traitant, à l'attention du médecin de l'équipe technique de la COTOREP, attestant que le maintien à domicile est médicalement possible.

Une évaluation est alors engagée pour identifier les besoins d'aide humaine et de soins ainsi que pour dresser le bilan des aides apportées au moment de la demande, ainsi que le nombre d'heures préconisées au titre de l'aide complémentaire. Le nombre limité de personnes potentiellement concernées et l'urgence qui s'attache à répondre à des situations particulièrement difficiles permettent de fixer un délai maximal d'instruction d'un mois à compter de la réception de la demande.

Sur la base de l'évaluation réalisée, un comité d'attribution se prononce sur l'attribution de cette aide et en fixe le montant de référence ainsi que les conditions de versement. L'enveloppe budgétaire allouée est fixée sur la base d'un montant de référence déterminé par le produit d'un nombre d'heures d'auxiliaires de vie et d'un tarif horaire de prestation d'auxiliaire de vie. Ce montant est multiplié par le nombre de bénéficiaires potentiels recensés dans le département pour obtenir la dotation du département. Ce montant de référence peut, après évaluation, être individuellement minoré ou majoré dans les limites permises par l'enveloppe globale déléguée aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales.

Le comité d'attribution, est constitué par la DDASS en liaison avec le Président de Conseil Général, qui communique à cette dernière les représentants du département en son sein. Ce comité est composé d'un représentant de la DDASS, d'un médecin de l'équipe technique de la COTOREP, de deux représentants du département (dont un technicien) et d'un membre de la COTOREP permettant d'associer des représentants des personnes handicapées à ce comité. La DDASS assure le secrétariat de ce comité.

2.5. LE PAIEMENT DES AIDES COMPLÉMENTAIRES

Les décisions du comité d'attribution sont transmises par courrier, dans un délai de 2 semaines suivant chacune de ses réunions, par son secrétariat (DDASS) aux services compétents du département (désignés par ce dernier). Le secrétariat du comité informe parallèlement le bénéficiaire de l'aide de la décision du comité en lui rappelant que le versement de l'aide débute dès lors qu'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée est fourni aux services départementaux (service payeur).

Le Président de Conseil Général notifie à chaque bénéficiaire, par courrier, les aides ainsi attribuées en rappelant les conditions de leur mise en paiement.

Le Président du Conseil Général mandate dans les meilleurs délais les aides décidées par le comité d'attribution selon le montant décidé par ce comité (compétence liée). Chaque mandat est appuyé d'une copie de la décision d'octroi d'aide complémentaire émanant du comité d'attribution. Le premier mandat payé, au titre de ce dispositif transitoire, est également appuyé d'une copie de la convention Etat-Département. Les mandats suivants font simplement référence au numéro de ce premier mandat pour dispense de justification de la convention pour chaque dépense.

La demande d'aide complémentaire est appuyée d'une acceptation expresse du bénéficiaire de transmettre, auprès des services départementaux compétents dans un délai de deux mois, une copie du contrat de travail ou de service s'il n'est pas en mesure de le faire avant versement de l'aide. En l'absence de justification de ce contrat dans le délai imparti, le Président de Conseil Général arrête immédiatement le versement de l'aide, émet dans un délai de deux mois un titre de perception à l'encontre du bénéficiaire (reversement de l'intégralité des aides payées) et informe le secrétariat du comité d'attribution.

2.6. LES PIÈCES JUSTIFICATIVES ET L'IMPUTATION COMPTABLE DES OPÉRATIONS LIÉES AU DISPOSITIF TRANSITOIRE

Pour le versement des aides, le mandat est appuyé d'une copie de la décision d'attribution d'aide émanant du comité d'attribution. En outre, le premier mandat payé au titre de ce dispositif transitoire est également accompagné d'une copie de la convention conclue entre l'Etat et le département. Les mandats suivants devront seulement faire référence au numéro de ce premier mandat.

Les opérations sont retracées dans la comptabilité du département comme suit :

- la contribution versée par l'Etat au compte 74718 "*Participations - Etat - Autres*" ;
- les paiements aux bénéficiaires au compte 65112 "*Aides à la personne - Allocations - Handicapés*" ;
- le reversement éventuel à l'Etat (crédits inemployés) au compte 678 "*Charges exceptionnelles - Autres*".

Fonctionnellement, ces opérations seront imputées à la sous-fonction 52 "*Personnes handicapées*".

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LA CHEF DE SERVICE

NATHALIE MORIN

ANNEXE N° 1 : Circulaire de la DGAS du 11 mars 2005


**Ministère des solidarités, de la santé
et de la famille**

Direction Générale de l'Action sociale

Sous-direction des personnes handicapées
Bureau de la vie autonome

Paris, le 11 mars 2005

**Le Ministre des solidarités, de la santé et de
la famille**

**La Secrétaire d'Etat aux personnes
handicapées**

A

Madame et Messieurs les préfets de région

*Directions régionales des affaires sanitaires et
sociales*, pour information

Mesdames et Messieurs les Préfets de
département

*Directions départementales des affaires
sanitaires et sociales*, pour attribution

Circulaire DGAS/SD/3A n° 2005-140 du 11 mars 2005 relative au dispositif 2005 de prise en charge complémentaire des besoins d'aide humaine pour les personnes adultes très lourdement handicapées vivant à domicile.

Date d'application : immédiate

NOR : SANA0530110C

Mots-clés : Aides humaines , aide complémentaire pour les personnes adultes très lourdement handicapées en 2005, Evaluation
Convention avec le conseil général

Textes abrogés ou modifiés : aucun

Annexes :

1 : référentiel d'évaluation

2 : modèle de convention entre l'Etat et le conseil général

ANNEXE N° 1 (suite)

Afin de favoriser l'autonomie des personnes handicapées, l'Etat a soutenu le développement de la vie à domicile des personnes handicapées par le financement de forfaits d'auxiliaires de vie (circulaires n° 82/11 du 26 mars 1982 et n° 81/15 du 29 juin 2001), dans le cadre d'un plan triennal 2001-2003. Depuis 2003, les nouveaux forfaits ont été attribués prioritairement aux personnes très lourdement handicapées (circulaire n° 2002-522 du 11 octobre 2002 et circulaire n° 2003-156 du 31 mars 2003). Enfin, la circulaire du 18 février 2004 a réservé ces forfaits aux personnes très lourdement handicapées. Au total, fin 2004, le nombre de forfaits d'auxiliaires de vie a été porté à 5.522.

La prestation de compensation, créée par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, sera mise en place en 2006. Compte tenu des financements nouveaux apportés dès 2005 par la CNSA, il apparaît non seulement nécessaire de continuer à dégager dès cette année des moyens nouveaux en direction des personnes très lourdement handicapées désireuses de vivre à domicile, mais aussi d'accompagner la préparation des textes d'application de la loi par des mesures anticipatrices. C'est pourquoi, une partie des crédits dont la Caisse dispose en 2005 sera consacrée aux personnes handicapées à domicile et au renforcement des aides humaines destinées aux personnes très lourdement handicapées.

Il s'agira aussi d'expérimenter les procédures et outils d'évaluation ainsi que les mécanismes de financement de la future prestation de compensation dans le champ spécifique des aides humaines destinées aux personnes très lourdement handicapées, avant que ceux-ci ne soient confirmés et généralisés une fois l'ensemble des textes adoptés et les nouvelles institutions prévues par la loi mises en place.

La présente circulaire vous présente les conditions d'attribution de l'*aide complémentaire* pouvant être apportée en 2005 aux personnes adultes très lourdement handicapées vivant à domicile, en définissant des critères d'éligibilité liés aux besoins de la personne ainsi qu'aux modalités d'intervention de l'aide humaine. Elle décrit les modalités d'instruction qu'il vous appartient de mettre en place avec le concours des professionnels qui ont vocation à intégrer la future équipe pluridisciplinaire de la maison départementale des personnes handicapées ou à lui apporter leur concours. Les modalités d'attribution et les montants de l'aide pouvant être accordée vous sont précisés ainsi que les partenariats à nouer, tout spécialement avec le Conseil général, pour permettre le versement de ces aides.

Les mesures mises en place en 2005 constituent donc, du moins en ce qui concerne les personnes très lourdement handicapées, une préfiguration du dispositif prévu par la loi pour mieux solvabiliser les personnes handicapées confrontées à des besoins tout à fait particuliers d'aide humaine. Elles permettent d'aider directement les personnes en leur offrant une plus grande liberté de choix entre les différentes solutions d'intervention à domicile et en leur permettant de les conjuguer, si nécessaire, au service d'un projet individualisé.

Les crédits qui vous seront délégués au cours du deuxième trimestre, après estimation des besoins nécessaires à chaque département, s'ajouteront à ceux qui vous permettent déjà de subventionner les services d'auxiliaires de vie. *Ces crédits supplémentaires ont vocation à être transférés au Conseil général qui pourra donc en assurer volontairement dès 2005 la gestion après conclusion d'une convention avec l'Etat.* Cette convention prévoit le cadre dans lequel le département jouera un rôle d'opérateur, prolongeant les missions qui lui sont actuellement dévolues pour le versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne et anticipant celles qu'il exercera une fois la prestation de compensation mise en place.

Vous continuerez, en revanche, à assurer directement, en 2005, la gestion des crédits destinés aux forfaits d'auxiliaires de vie, répartis par la DNO et délégués selon les modalités prévues par la circulaire du 18 février 2004.

I ESTIMATION PRÉALABLE DU NOMBRE DE PERSONNES CONCERNÉES PAR CETTE AIDE COMPLÉMENTAIRE

D'autres personnes que celles que vous avez déjà identifiées pour le bénéfice des forfaits d'auxiliaire de vie destinés aux personnes très lourdement handicapées, peuvent relever de cette aide complémentaire. Il convient donc de les identifier, afin que toutes les personnes concernées puissent disposer rapidement de cette aide.

ANNEXE N° 1 (suite)

Vous êtes invités à indiquer, *avant le 7 avril 2005, le nombre de personnes très lourdement handicapées* susceptibles de bénéficier de l'aide complémentaire en vous rapportant aux critères précisés au II et en tenant compte, en les récapitulant dans un état des lieux quantifié à joindre en annexe de votre demande, des moyens déjà dégagés notamment grâce aux interventions des services d'auxiliaires de vie attributaires de « forfaits PTLH » ou aux déplaçonnements d'ACTP accordés éventuellement par le Conseil général.

Il s'agit à ce stade d'une estimation qui permettra de déterminer le montant des crédits qui vous sera délégué dans un premier temps, avant un éventuel ajustement à l'issue des évaluations individuelles et de la fixation des montants attribués.

La prise en compte des aides précitées déjà accordées ne conduit pas à exclure de votre estimation les personnes déjà bénéficiaires d'une aide extralégale mais dont la situation justifierait un complément d'aide, en veillant toutefois à ce que cela ne se traduise pas par un désengagement des actuels financeurs.

Pour cette identification, vous vous appuyerez notamment sur les informations issues des COTOREP et des SVA, ainsi que celles recueillies auprès des services du département. Vous serez également amenés à interroger vos différents partenaires (CPAM, MSA, associations de personnes handicapées, services d'auxiliaire de vie, SSIAD, services hospitaliers...), eux-mêmes sollicités ou intervenant déjà auprès de personnes concernées par le dispositif décrit par la présente circulaire.

Vous pouvez aussi, à cette occasion, commencer à identifier les structures ou dispositifs qui vont constituer le réseau sur lequel l'équipe technique de la COTOREP pourra s'appuyer pour contribuer à l'évaluation des besoins d'aides humaines de ces personnes très lourdement handicapées.

II

CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE COMPLÉMENTAIRE

1/ Critères d'éligibilité

a) Conditions d'accès

Ces dispositions sont ouvertes aux personnes qui bénéficient déjà de l'attribution par la COTOREP d'une allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) au taux de 80% (avant examen des conditions de ressources par le Conseil général) ou d'une attribution de la majoration pour tierce personne du régime invalidité (MTP).

b) Critères cumulatifs liés aux besoins de la personne

Pour bénéficier de l'aide complémentaire les personnes doivent *réunir les deux critères suivants* :

1) *Nécessité d'une aide totale pour la plupart des actes essentiels de l'existence.* Les actes concernés sont des actes qui sont liés à l'entretien personnel. Ils portent sur les activités suivantes :

- Faire sa toilette
- S'habiller
- Aller aux toilettes et assurer la continence
- Faire ses transferts
- Se déplacer dans le logement
- S'alimenter seul, une fois la nourriture prête

Une aide est qualifiée d'aide totale si la personne ne participe pas à la réalisation de l'acte.

2) *Nécessité d'une surveillance et de soins constants ou quasi constants,* c'est à dire d'interventions quasi continues dans la journée et d'interventions actives la nuit, qui toutefois doivent être *compatibles avec le maintien à domicile.*

Par interventions actives la nuit, il faut entendre la réalisation de façon régulière de gestes tels que : aspirations endo-trachéales, nécessité de changements de position,... Les interventions nocturnes occasionnelles ne sont pas comprises.

ANNEXE N° 1 (suite)

c) Critères liés aux modalités d'apport de l'aide humaine prévue

Tout ou partie de l'aide devra être assurée par *l'intervention d'au moins un tiers rémunéré*.

2/ Instruction et évaluation de la demande

a) La demande de la personne handicapée, ou de son représentant, est adressée à la DDASS, accompagnée d'un *certificat médical du médecin traitant*, à l'attention du médecin de l'équipe technique de la COTOREP, *attestant que le maintien à domicile est médicalement possible*.

b) *L'évaluation est coordonnée par un médecin de l'équipe technique de la COTOREP*. Elle est effectuée sur la base du référentiel joint en annexe 1, lors d'une visite à domicile.

Les services ou dispositifs qui ont déjà réalisé des évaluations de même nature ou assurent une prise en charge de la personne (SVA, service d'auxiliaire de vie, centre de rééducation fonctionnelle, service hospitalier, SSIAD, SAVS...) peuvent être sollicités pour participer à cette évaluation.

La personne peut avoir bénéficié récemment d'une évaluation de ses besoins, notamment à l'occasion de l'attribution de forfaits d'auxiliaires de vie. Dans ce cas, il n'est pas indispensable de procéder à une nouvelle évaluation à domicile, dès lors que les informations transmises au médecin de la COTOREP, permettent de renseigner les différentes rubriques du référentiel d'évaluation et qu'un membre de l'équipe technique s'est assuré auprès de la personne handicapée ou de son représentant ainsi qu'auprès du service qui a réalisé l'évaluation que la situation n'a pas évolué.

Cette évaluation comporte notamment l'identification des besoins d'aide humaine et de soins, le bilan des aides apportées au moment de cette demande, ainsi que le nombre d'heures préconisées au titre de l'aide complémentaire.

Lorsque la personne, bénéficiaire d'une majoration pour tierce personne du régime invalidité (MTP), n'a pas de dossier en cours de validité auprès de la COTOREP, le certificat médical, transmis au médecin de l'équipe technique de la COTOREP, précisera en outre, la pathologie à l'origine du handicap, les limitations fonctionnelles qui en résultent notamment pour les actes essentiels et les soins nécessaires.

Le nombre limité de personnes potentiellement concernées et l'urgence qui s'attache à répondre à des situations particulièrement difficiles permettent de *fixer un délai maximal d'instruction d'un mois à compter de la réception de la demande*.

3/ Modalités d'attribution et montant de l'aide complémentaire

a) Sur la base de l'évaluation réalisée, *un comité d'attribution*, constitué par vos soins en liaison avec les services du département, se prononcera sur l'attribution de cette aide et en fixera le montant. Ce montant est fixé dans la limite d'un montant maximum comme indiqué ci-dessous.

Ce comité pourra être composé comme suit : un représentant de la DDASS, un médecin de l'équipe technique de la COTOREP, deux représentants du Conseil général (dont un technicien) et un membre de la COTOREP permettant d'associer des représentants des personnes handicapées à ce dispositif expérimental. La DDASS assure le secrétariat de ce comité.

b) Pour la détermination du montant de l'aide, vous devez considérer que l'enveloppe budgétaire qui vous est allouée est elle-même déterminée de manière à assurer la rémunération d'une aide humaine pendant 12 heures par jour au taux de 13 euros l'heure pour une durée mensuelle qui tient compte des congés payés, soit $390/12$. Soit : $12 \times 390/12 \times 13 = 5070$ € par mois et par personne.

Ce *montant de référence* doit vous permettre de respecter le libre choix de la personne (gré à gré, mandataire, prestataire) en soumettant à un *abattement de 20% le montant maximum de la prestation pour les personnes ayant recours à l'emploi direct d'une aide humaine et en majorant dans la limite ainsi permise le montant maximum de la prestation servie aux personnes ayant effectué un choix différent*. Ainsi, pour une population de deux personnes très lourdement handicapées, vous disposerez d'une enveloppe globale de $5070 \text{ €} \times 2 = 10\,140 \text{ €}$ et, dans l'hypothèse où l'une de ces deux personnes choisirait de recourir à l'emploi direct, vous pourriez lui attribuer au maximum $5070 \text{ €} \times 0,8 = 4056 \text{ €}$ permettant ainsi une prestation d'un montant maximum pour la deuxième personne de 6084 € sous réserve du coût effectif de l'aide humaine. Ce dernier montant est évidemment plus ou moins élevé selon le sens et l'importance de l'effet de structure.

ANNEXE N° 1 (suite)

Une fois fixé le montant effectif de l'aide dans la limite du montant maximum, l'aide complémentaire est déterminée *en déduisant le montant des autres prestations déjà attribuées au titre des aides humaines* : ACTP au taux attribué par la COTOREP avant éventuelle prise en compte des ressources par le service payeur, MTP, forfaits PTLH déjà accordés, déplafonnement de l'ACTP consenti par le département, prise en charge par les assurances, etc....

Les éléments permettant le versement de l'aide accordée sont transmis par le secrétariat du comité d'attribution aux services du département.

Cette aide est attribuée au titre de l'année 2005 et à compter de la réception de la demande. Le versement débute dès lors qu'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée est fourni au service payeur.

Le secrétariat informe la personne de la suite réservée à sa demande, en même temps qu'il transmet les éléments au département ou, en cas de refus d'une aide, dès l'examen de la demande par le comité d'attribution.

L'instruction des demandes peut commencer dès la réception de la présente circulaire.

III MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

1/ Modalités de répartition des crédits délégués aux DDASS

- Une première délégation de crédit, correspondant à 75 % de l'enveloppe estimée, sera effectuée au deuxième trimestre 2005, au vu des remontées des DDASS au 7 avril 2005.

- Une 2^{ème} délégation de crédit, précédée éventuellement d'une remontée de crédits sans emploi, sera effectuée au cours du deuxième semestre, afin d'ajuster l'enveloppe aux besoins constatés une fois les évaluations individuelles réalisées.

2/ Modalités de convention avec le Département et de gestion des crédits

Il est prévu de confier aux services du département, qui assurent actuellement le paiement de l'ACTP et demain celui de la prestation de compensation, le soin de verser l'aide complémentaire attribuée par le comité. Une convention avec le Conseil général sera conclue en vous inspirant du modèle annexé à la présente circulaire (annexe 2).

Compte tenu des délais restreints de gestion et afin de permettre l'instruction rapide de ces dossiers dans le cadre de la procédure prévue ci-après, vous êtes invités à vous rapprocher sans délai du Conseil général en vue de la préparation de cette convention, en liaison avec la Trésorerie générale. Il sera ainsi possible d'aboutir à une convention formalisée au début du 2^{ème} trimestre 2005. Elle sera signée dès réception des crédits et dans la limite de ceux-ci. Elle fera l'objet d'un avenant à réception de la 2^{ème} délégation de crédit.

3/ Les modalités de versement de l'aide

En règle générale, l'aide est versée en espèces, que le bénéficiaire emploie directement la tierce personne ou ait recours à un service mandataire ou à un service prestataire. Cependant cette aide peut être versée directement à un service, sur demande de la personne handicapée.

4/ Articulation avec le dispositif antérieur

- Cas particulier des personnes qui bénéficient actuellement d'une ACTP déplafonnée :

Le montant de l'aide vient en complément de l'aide éventuellement versée par le Conseil général.

ANNEXE N° 1 (suite)

- Cas particulier des personnes qui bénéficient actuellement d'un forfait auxiliaire de vie :

Ces personnes peuvent solliciter le bénéfice de cette aide complémentaire. Elle sera attribuée en fonction des besoins supplémentaires mis en évidence lors de l'évaluation (la situation des personnes bénéficiant des forfaits d'auxiliaires de vie ne doit donner lieu à une réévaluation que si elles demandent à bénéficier de cette aide complémentaire). Toutefois, le montant correspondant à ces forfaits vient en déduction du montant maximum de l'aide complémentaire. Les personnes peuvent alors faire le choix de conserver le bénéfice d'un service et, soit affecter cette aide directement à un service prestataire, soit percevoir l'aide en espèces.

Les personnes qui ont mutualisé des forfaits d'auxiliaire de vie, peuvent dans les mêmes conditions que ci-dessus, bénéficier de cette aide complémentaire. Vous noterez, toutefois, que la mutualisation des forfaits d'auxiliaires de vie doit en principe conduire à minorer le coût global de la prestation pour un même service rendu.

- **Pour les personnes qui ne répondent pas aux critères d'attribution de l'aide complémentaire:** si leur besoin d'aide humaine n'a pas évolué depuis l'attribution des forfaits, elles peuvent continuer à en bénéficier en 2005, dès lors que les éléments qui ont conduit à cette attribution sont toujours réunis.

- **Dans l'hypothèse où des forfaits d'auxiliaire de vie, aujourd'hui nominativement attribués, deviendraient disponibles,** vous pourrez attribuer ces forfaits à des services d'auxiliaire de vie conformément aux dispositions antérieures à celles de la circulaire du 18 février 2004.

IV MODALITÉS DE SUIVI DE CE DISPOSITIF

Ce suivi comporte, d'une part, une remontée d'informations sur la signature des conventions avec les départements et sur les bénéficiaires du dispositif et, d'autre part, une évaluation du fonctionnement du dispositif.

1/ Remontée d'informations

a) Suivi de la mise en place du dispositif

- Estimation du nombre de personnes très lourdement handicapées susceptibles d'être concernées par l'attribution de l'aide complémentaire : **7 avril 2005**

- Point sur les démarches entreprises auprès du département en vue de la passation de la convention : **30 avril 2005**

Remontée mensuelle concernant les décisions prises par le comité d'attribution **à partir du 30 avril 2005** (nombre de personnes ayant obtenu une décision favorable ou défavorable, aides accordées, avec indication du nombre d'heures par personne, du montant de l'aide et des modalités de l'intervention prévue (emploi direct, mandataire, prestataire))

b) Suivi des versements opérés par les départements

La convention passée avec le département prévoira la transmission à la DDASS d'un relevé mensuel des aides versées ainsi que d'un relevé annuel à la fin de l'exercice 2005. Vous établirez une synthèse de ces informations que vous adresserez à la Direction générale de l'action sociale à la fin de l'exercice.

2/ Evaluation du dispositif

La Direction générale de l'action sociale assurera, avec votre participation, l'évaluation qualitative de la mise en place de cette aide complémentaire et de ses conséquences dans plusieurs départements :

- analyse de la mise en place du dispositif et de sa montée en charge ;
- évaluation du référentiel ;
- analyse comparative des caractéristiques des bénéficiaires du nouveau dispositif et des personnes bénéficiaires des forfaits d'auxiliaires de vie mis en place les années précédentes, en particulier en ce qui concerne les forfaits renforcés.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Il vous est par ailleurs demandé de bien vouloir saisir la Direction générale de l'action sociale (sous-direction des personnes handicapées, bureau 3A) pour toute question concernant l'application des présentes dispositions :

- Mme le Dr ERAULT, conseillère technique de la sous-direction des personnes handicapées pour les sujets concernant l'évaluation des besoins ; chantal.erault@sante.gouv.fr ;
- Mme MATHURIN, adjointe au chef du bureau à la vie autonome pour les sujets administratifs, juridiques et financiers liés à la mise en œuvre de ce dispositif ; isabelle.mathurin@sante.gouv.fr ;
- Mme GEGOT, bureau vie autonome pour les sujets administratifs, juridiques et financiers liés à la mise en œuvre de ce dispositif ; yasmina.gegot@sante.gouv.fr;

ANNEXE N° 2 : Circulaire de la DGAS du 28 juillet 2005



Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement
Ministère de la santé et des solidarités

Direction générale de l'action sociale
Sous-direction des personnes handicapées

Paris, le 28 juillet 2005

TRES SIGNALE

**Le ministère de la santé et des solidarités
à**

**Mesdames et Messieurs les préfets des départements
Directions départementales des affaires sanitaires et sociales**

OBJET: instructions complémentaires relatives au dispositif 2005 de prise en charge complémentaire des besoins d'aide humaine pour les personnes adultes très lourdement handicapées vivant à domicile.

Réf. : circulaire n° DGAS/SD3A/2005/140 du 11 mars 2005 et instructions complémentaires du 20 mai 2005.

PJ: n° 1 :convention type aménagée - gestion et de financement des aides complémentaires pour les personnes très lourdement handicapées.

N° 2: remontée mensuelle des décisions prises par le comité d'attribution au 31 juillet 05.

N° 3: tableau de consommation des crédits au 15 septembre 05.

N° 4 : Copie du bordereau de modification de la nomenclature d'exécution.

Conformément à la circulaire DGAS n° 140 du 11 mars 2005 relative au dispositif 2005 de prise en charge complémentaire des besoins d'aide humaine pour les personnes adultes très lourdement handicapés vivant à domicile, vous avez engagé des démarches auprès du Conseil général en vue de la signature d'une convention.

Selon les premiers comptes-rendus que vous avez fait parvenir à la Direction générale de l'action sociale, **il est apparu nécessaire d'aménager, avec la direction générale de la comptabilité publique du ministère des finances, la convention type prévue en annexe n° 2 de la circulaire n° 140 du 11 mars 2005 (voir en pièce jointe, convention type aménagée) .** Des instructions aux trésoriers payeurs généraux sont parallèlement adressées par le ministère des finances.

ANNEXE N° 2 (suite)

En conséquence, vous voudrez bien tenir compte des dispositions de la convention type aménagée, en particulier de celles relatives aux modalités financières.

Compte tenu des interrogations sur les modalités d'accès et d'éligibilité à l'aide complémentaire, je précise que cette aide peut être ouverte soit aux personnes bénéficiaires de la MTP, soit aux personnes attributaires de l'ACTP à 80 %. **Il apparaît que dans certains cas des personnes qui ne bénéficient pas de l'ACTP ou bénéficient d'une ACTP à un taux inférieur à 80% de la MTP répondent par ailleurs aux autres conditions d'éligibilité décrites par la circulaire. Ce constat ne doit pas conduire à un rejet de l'aide complémentaire, notamment dans les situations suivantes :**

- Lorsqu' une personne a un taux d'ACTP de 70% au motif qu'elle n'a pas encore recours à un aidant rémunéré : l'aide complémentaire peut être attribuée si la personne a le projet à court terme de recourir à un aidant rémunéré.
- Lorsqu' une personne n'a pas fait de demande de révision de l'ACTP, malgré une aggravation de son état de santé et de son besoin d'aide.
- Lorsqu'une personne n'a jamais fait de demande d'ACTP ou si elle n'a pas fait de demande de renouvellement .

Le médecin de la COTOREP coordonnant l'évaluation, sera à même de vérifier que la personne réunit les conditions d'attribution de l'ACTP, celle-ci pouvant parallèlement avoir demandé un examen de son dossier ACTP en COTOREP.

Je rappelle que, pour être éligible à l'aide complémentaire, **la personne handicapée doit présenter un besoin d'aide totale pour la plupart des actes essentiels et non pour tous ces actes**. Ainsi une personne qui a besoin d'une aide totale pour la plupart des actes essentiels (faire sa toilette, s'habiller, aller aux toilettes et assurer la continence, faire ses transferts, s'alimenter seul, une fois la nourriture prête mais qui se déplace seule dans le logement une fois qu'elle a été installée dans un fauteuil électrique) répond à ce critère d'accès à l'aide complémentaire.

Concernant le référentiel figurant à l'annexe 1 de la circulaire DGAS/SD3A/2005/140 du 11 mars 2005, la rubrique "synthèse et conclusion par le comité d'attribution" doit être complétée de façon détaillée. Ainsi, si la personne rémunère une tierce personne, il convient de préciser son statut (prestataire, mandataire, emploi direct). Cette précision doit aussi être apportée si le recours à un aidant rémunéré est encore au stade de projet.

S'agissant de la mise en œuvre de la décision du comité d'attribution, je vous rappelle que la DDASS, qui assure le secrétariat de ce comité, informe la personne de la suite réservée à sa demande en lui indiquant que le versement de l'aide débutera dès lors qu'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée sera fourni aux services payeurs sauf si ledit contrat a été fourni au moment de la demande. Dans ce dernier cas, le secrétariat du Comité d'attribution aura transmis le contrat de travail ou de service à l'appui de la décision.

Après réception de la décision prise par le comité d'attribution, il appartiendra aux services payeurs de notifier l'aide accordée à chaque bénéficiaire, en l'informant des délais, des modalités et des conditions de sa mise en paiement. Cette notification rappelle notamment l'exigence d'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Le montant de l'aide est calculé à compter de la date de réception de la demande, dans la limite de 7 mois (à compter de juin 2005) par le comité d'attribution.

Dans l'hypothèse où vous ne seriez pas parvenu à signer de convention avec le Conseil général, deux possibilités vous sont alors ouvertes afin de ne pas pénaliser les personnes handicapées du fait de ce refus :

- **permettre une prise en charge directe par l'Etat grâce à une modification de la nomenclature d'exécution** (voir copie du bordereau en PJ). L'aide sera ensuite versée selon les mêmes conditions que décrites précédemment mais sans l'intervention du Conseil général.
- **verser, si la personne handicapée le souhaite, l'aide complémentaire sous forme de forfaits d'auxiliaire de vie aux services gestionnaires d'auxiliaires de vie.** Pour l'application, il convient de se reporter dans la circulaire du 11 mars 2005 au cas particulier des personnes qui bénéficient actuellement de forfaits d'auxiliaires de vie.

Toute délégation de gestion, pour le versement au bénéficiaire des aides en espèces, à un opérateur qui ne dispose pas d'un comptable public est proscrit car un tel procédé ne serait pas conforme aux règles de la comptabilité publique et ne saurait être accepté par les trésoreries.

Je vous signale que **les crédits en provenance de la Caisse nationale de solidarité autonomie ont été rattachés sur le budget de l'Etat et sont en cours de délégation aux DDASS.**

Il vous est rappelé que, conformément au titre IV de la circulaire du 11 mars 2005 relative au dispositif 2005 de prise en charge complémentaire des besoins d'aide humaine pour les personnes adultes très lourdement handicapées vivant à domicile, je vous demande de bien vouloir me remonter, par mail, dans les meilleurs délais, le tableau mensuel ci-joint renseigné concernant la situation des décisions prises par le comité d'attribution au 31 juillet 2005. Vos tableaux respectifs sont à adresser à Madame Yasmina GEGOT et à Madame Isabelle MATHURIN (voir tableau n° 2: remontée mensuelle des décisions prises par le comité d'attribution au 31 juillet 05).

Indépendamment de cette remontée mensuelle d'informations prévue par la circulaire du 11 mars 2005, il vous est demandé de procéder pour le 15 septembre prochain à un premier bilan de la consommation des crédits ainsi délégués avec indication des ajustements éventuels à opérer d'ici la fin de l'année (voir pièce jointe n°3: tableau de consommation des crédits).

J'ai parfaitement conscience des contraintes entraînées par la mise en place et le suivi de ce dispositif. Vous savez à quel point celui-ci est sensible, compte tenu des besoins très particuliers des publics concernés et des procédures exceptionnelles qui s'imposent dans l'attente de la mise en œuvre dès 2006 des dispositions prévues par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. C'est pourquoi, je vous remercie de vos efforts et de ceux de vos collaborateurs permettant ainsi de gérer au mieux cette phase transitoire.

Le directeur général de l'action sociale

Jean-Jacques TREGOAT

ANNEXE N° 3 : Extraits de la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (NOR: SANX0300217L)

Journal Officiel n°36 du 12 février 2005 (page 2353)

TITRE III
COMPENSATION ET RESSOURCES
Chapitre Ier
Compensation des conséquences du handicap

Article 11 :

Après l'article L. 114-1 du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un article L. 114-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 114-1-1. - *La personne handicapée a droit à la compensation des conséquences de son handicap quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, son âge ou son mode de vie.*

Cette compensation consiste à répondre à ses besoins, qu'il s'agisse de l'accueil de la petite enfance, de la scolarité, de l'enseignement, de l'éducation, de l'insertion professionnelle, des aménagements du domicile ou du cadre de travail nécessaires au plein exercice de sa citoyenneté et de sa capacité d'autonomie, du développement ou de l'aménagement de l'offre de service, permettant notamment à l'entourage de la personne handicapée de bénéficier de temps de répit, du développement de groupes d'entraide mutuelle ou de places en établissements spécialisés, des aides de toute nature à la personne ou aux institutions pour vivre en milieu ordinaire ou adapté, ou encore en matière d'accès aux procédures et aux institutions spécifiques au handicap ou aux moyens et prestations accompagnant la mise en oeuvre de la protection juridique régie par le titre XI du livre Ier du code civil. Ces réponses adaptées prennent en compte l'accueil et l'accompagnement nécessaires aux personnes handicapées qui ne peuvent exprimer seules leurs besoins.

Les besoins de compensation sont inscrits dans un plan élaboré en considération des besoins et des aspirations de la personne handicapée tels qu'ils sont exprimés dans son projet de vie, formulé par la personne elle-même ou, à défaut, avec ou pour elle par son représentant légal lorsqu'elle ne peut exprimer son avis. »

Article 12

I. - Le chapitre V du titre IV du livre II du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigé :

« Chapitre V - Prestation de compensation

Art. L. 245-1. - I. - *Toute personne handicapée résidant de façon stable et régulière en France métropolitaine, dans les départements mentionnés à l'article L. 751-1 du code de la sécurité sociale ou à Saint-Pierre-et-Miquelon, ayant dépassé l'âge d'ouverture du droit à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé prévue à l'article L. 541-1 du même code, dont l'âge est inférieur à une limite fixée par décret et dont le handicap répond à des critères définis par décret prenant notamment en compte la nature et l'importance des besoins de compensation au regard de son projet de vie, a droit à une prestation de compensation qui a le caractère d'une prestation en nature qui peut être versée, selon le choix du bénéficiaire, en nature ou en espèces.*

Lorsque le bénéficiaire de la prestation de compensation dispose d'un droit ouvert de même nature au titre d'un régime de sécurité sociale, les sommes versées à ce titre viennent en déduction du montant de la prestation de compensation dans des conditions fixées par décret.

Un décret en Conseil d'Etat précise la condition de résidence mentionnée au premier alinéa.

II. - *Peuvent également prétendre au bénéfice de cette prestation :*

1° Les personnes d'un âge supérieur à la limite mentionnée au I mais dont le handicap répondait, avant cet âge limite, aux critères mentionnés audit I, sous réserve de solliciter cette prestation avant un âge fixé par décret ;

2° Les personnes d'un âge supérieur à la limite mentionnée au I mais qui exercent une activité professionnelle au-delà de cet âge et dont le handicap répond aux critères mentionnés audit I.

ANNEXE N° 3 (suite)

III. - Peuvent également prétendre au bénéfice de l'élément de la prestation mentionné au 3° de l'article L. 245-3, dans des conditions fixées par décret, les bénéficiaires de l'allocation prévue à l'article L. 541-1 du code de la sécurité sociale, lorsqu'ils sont exposés, du fait du handicap de leur enfant, à des charges relevant dudit 3°. Ces charges ne peuvent alors être prises en compte pour l'attribution du complément de l'allocation susmentionnée.

Art. L. 245-2. - La prestation de compensation est accordée par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 et servie par le département, dans des conditions identiques sur l'ensemble du territoire national.

L'instruction de la demande de prestation de compensation comporte l'évaluation des besoins de compensation du demandeur et l'établissement d'un plan personnalisé de compensation réalisés par l'équipe pluridisciplinaire dans les conditions prévues à l'article L. 146-8.

Toutefois, en cas d'urgence attestée, le président du conseil général peut attribuer la prestation de compensation à titre provisoire et pour un montant fixé par décret. Il dispose d'un délai de deux mois pour régulariser cette décision, conformément aux dispositions des deux alinéas précédents.

Les décisions relatives à l'attribution de la prestation par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 peuvent faire l'objet d'un recours devant la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale. Les décisions du président du conseil général relatives au versement de la prestation peuvent faire l'objet d'un recours devant les commissions départementales mentionnées à l'article L. 134-6, dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 134-1 à L. 134-10.

Art. L. 245-3. - La prestation de compensation peut être affectée, dans des conditions définies par décret, à des charges :

1° Liées à un besoin d'aides humaines, y compris, le cas échéant, celles apportées par les aidants familiaux ;

2° Liées à un besoin d'aides techniques, notamment aux frais laissés à la charge de l'assuré lorsque ces aides techniques relèvent des prestations prévues au 1° de l'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale ;

3° Liées à l'aménagement du logement et du véhicule de la personne handicapée, ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant de son transport ;

4° Spécifiques ou exceptionnelles, comme celles relatives à l'acquisition ou l'entretien de produits liés au handicap ;

5° Liées à l'attribution et à l'entretien des aides animalières. A compter du 1er janvier 2006, les charges correspondant à un chien guide d'aveugle ou à un chien d'assistance ne sont prises en compte dans le calcul de la prestation que si le chien a été éduqué dans une structure labellisée et par des éducateurs qualifiés selon des conditions définies par décret. Les chiens remis aux personnes handicapées avant cette date sont présumés remplir ces conditions.

Art. L. 245-4. - L'élément de la prestation relevant du 1° de l'article L. 245-3 est accordé à toute personne handicapée soit lorsque son état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou requiert une surveillance régulière, soit lorsque l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une fonction élective lui impose des frais supplémentaires.

Le montant attribué à la personne handicapée est évalué en fonction du nombre d'heures de présence requis par sa situation et fixé en équivalent-temps plein, en tenant compte du coût réel de rémunération des aides humaines en application de la législation du travail et de la convention collective en vigueur.

Art. L. 245-5. - Le service de la prestation de compensation peut être suspendu ou interrompu lorsqu'il est établi, au regard du plan personnalisé de compensation et dans des conditions fixées par décret, que son bénéficiaire n'a pas consacré cette prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle lui a été attribuée. Il appartient, le cas échéant, au débiteur de la prestation d'intenter une action en recouvrement des sommes indûment utilisées.

Art. L. 245-6. - La prestation de compensation est accordée sur la base de tarifs et de montants fixés par nature de dépense, dans la limite de taux de prise en charge qui peuvent varier selon les ressources du bénéficiaire. Les tarifs et taux de prise en charge susmentionnés, ainsi que le montant maximum de chaque élément mentionné à l'article L. 245-3, sont déterminés par voie réglementaire. Les modalités et la durée d'attribution de cette prestation sont définies par décret.

ANNEXE N° 3 (suite)

Sont exclus des ressources retenues pour la détermination du taux de prise en charge mentionné à l'alinéa précédent :

- les revenus d'activité professionnelle de l'intéressé ;
- les indemnités temporaires, prestations et rentes viagères servies aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit mentionnées au 8° de l'article 81 du code général des impôts ;
- les revenus de remplacement dont la liste est fixée par voie réglementaire ;
- les revenus d'activité du conjoint, du concubin, de la personne avec qui l'intéressé a conclu un pacte civil de solidarité, de l'aidant familial qui, vivant au foyer de l'intéressé, en assure l'aide effective, de ses parents même lorsque l'intéressé est domicilié chez eux ;
- les rentes viagères mentionnées au 2° du I de l'article 199 septies du code général des impôts, lorsqu'elles ont été constituées par la personne handicapée pour elle-même ou, en sa faveur, par ses parents ou son représentant légal, ses grands-parents, ses frères et soeurs ou ses enfants ;
- certaines prestations sociales à objet spécialisé dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Art. L. 245-7. - L'attribution de la prestation de compensation n'est pas subordonnée à la mise en oeuvre de l'obligation alimentaire définie par les articles 205 à 211 du code civil.

Il n'est exercé aucun recours en récupération de cette prestation ni à l'encontre de la succession du bénéficiaire décédé, ni sur le légataire ou le donataire.

Les sommes versées au titre de cette prestation ne font pas l'objet d'un recouvrement à l'encontre du bénéficiaire lorsque celui-ci est revenu à meilleure fortune.

La prestation de compensation n'est pas prise en compte pour le calcul d'une pension alimentaire ou du montant d'une dette calculée en fonction des ressources.

Art. L. 245-8. - La prestation de compensation est incessible en tant qu'elle est versée directement au bénéficiaire et insaisissable, sauf pour le paiement des frais de compensation de la personne handicapée relevant du 1° de l'article L. 245-3. En cas de non-paiement de ces frais, la personne physique ou morale ou l'organisme qui en assume la charge peut obtenir du président du conseil général que l'élément de la prestation relevant du 1° de l'article L. 245-3 lui soit versé directement.

L'action du bénéficiaire pour le paiement de la prestation se prescrit par deux ans. Cette prescription est également applicable à l'action intentée par le président du conseil général en recouvrement des prestations indûment payées, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration.

La tutelle aux prestations sociales prévue aux articles L. 167-1 à L. 167-5 du code de la sécurité sociale s'applique également à la prestation de compensation.

Art. L. 245-9. - Toute personne qui a obtenu le bénéfice d'une prestation de compensation avant l'âge mentionné à l'article L. 245-1 et qui remplit les conditions prévues à l'article L. 232-1 peut choisir, lorsqu'elle atteint cet âge et à chaque renouvellement de l'attribution de cette prestation, entre le maintien de celle-ci et le bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Lorsque la personne qui atteint cet âge n'exprime aucun choix, il est présumé qu'elle souhaite continuer à bénéficier de la prestation de compensation.

Art. L. 245-10. - Les dispositions de l'article L. 134-3 sont applicables aux dépenses résultant du versement de la prestation prévue à l'article L. 245-1.

Art. L. 245-11. - Les personnes handicapées hébergées ou accompagnées dans un établissement social ou médico-social ou hospitalisées dans un établissement de santé ont droit à la prestation de compensation. Un décret fixe les conditions de son attribution et précise, le cas échéant, en fonction de la situation de l'intéressé, la réduction qui peut lui être appliquée pendant la durée de l'hospitalisation, de l'accompagnement ou de l'hébergement, ou les modalités de sa suspension.

ANNEXE N° 3 (suite)

Art. L. 245-12. - *L'élément mentionné au 1° de l'article L. 245-3 peut être employé, selon le choix de la personne handicapée, à rémunérer directement un ou plusieurs salariés, notamment un membre de la famille dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article, ou à rémunérer un service prestataire d'aide à domicile agréé dans les conditions prévues à l'article L. 129-1 du code du travail, ainsi qu'à dédommager un aidant familial qui n'a pas de lien de subordination avec la personne handicapée au sens du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code du travail.*

La personne handicapée remplissant des conditions fixées par décret peut employer un ou plusieurs membres de sa famille, y compris son conjoint, son concubin ou la personne avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité dans des conditions fixées par décret.

Lorsqu'elle choisit de rémunérer directement un ou plusieurs salariés, la personne handicapée peut désigner un organisme mandataire agréé dans les conditions prévues à l'article L. 129-1 du code du travail ou un centre communal d'action sociale comme mandataire de l'élément mentionné au 1° de l'article L. 245-3 du présent code. L'organisme agréé assure, pour le compte du bénéficiaire, l'accomplissement des formalités administratives et des déclarations sociales liées à l'emploi de ses aides à domicile. La personne handicapée reste l'employeur légal.

Art. L. 245-13. - *La prestation de compensation est versée mensuellement.*

Toutefois, lorsque la décision attributive de la prestation de compensation ouvre droit au bénéfice des éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° de l'article L. 245-3, elle peut spécifier, à la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, que ces éléments donneront lieu à un ou plusieurs versements ponctuels.

Ces versements ponctuels interviennent à l'initiative de la personne handicapée ou de son représentant légal. Un décret fixe les conditions dans lesquelles les demandes de versements ponctuels postérieures à la décision d'attribution visée à l'alinéa précédent font l'objet d'une instruction simplifiée.

Art. L. 245-14. - *Sauf disposition contraire, les modalités d'application du présent chapitre sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. »*

II. - Le neuvième alinéa (3°) de l'article L. 131-2 du même code est abrogé.

III. - A l'article L. 232-23 du même code, les mots : « *l'allocation compensatrice* » sont remplacés par les mots : « *la prestation de compensation* ».

IV. - Après le 9° bis de l'article 81 du code général des impôts, il est inséré un 9° ter ainsi rédigé :

9° ter - *La prestation de compensation servie en vertu des dispositions de l'article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles ; ».*

Article 13

Dans les trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, la prestation de compensation sera étendue aux enfants handicapés. Dans un délai maximum de cinq ans, les dispositions de la présente loi opérant une distinction entre les personnes handicapées en fonction de critères d'âge en matière de compensation du handicap et de prise en charge des frais d'hébergement en établissements sociaux et médico-sociaux seront supprimées.

Article 14

Le deuxième alinéa du c du I de l'article L. 241-10 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« - soit de l'élément de la prestation de compensation mentionnée au 1° de l'article L. 245-3 du code de l'action sociale et des familles ; ».

Article 15

L'article 272 du code civil est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans la détermination des besoins et des ressources, le juge ne prend pas en considération les sommes versées au titre de la réparation des accidents du travail et les sommes versées au titre du droit à compensation d'un handicap. »

ANNEXE N° 3 (suite)

Chapitre II

Ressources des personnes handicapées

Article 16

I. - Le titre II du livre VIII du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 821-1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toute personne résidant sur le territoire métropolitain ou dans les départements mentionnés à l'article L. 751-1 ou à Saint-Pierre-et-Miquelon ayant dépassé l'âge d'ouverture du droit à l'allocation prévue à l'article L. 541-1 et dont l'incapacité permanente est au moins égale à un pourcentage fixé par décret perçoit, dans les conditions prévues au présent titre, une allocation aux adultes handicapés.

Les personnes de nationalité étrangère, hors les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ne peuvent bénéficier de l'allocation aux adultes handicapés que si elles sont en situation régulière au regard de la législation sur le séjour ou si elles sont titulaires d'un récépissé de demande de renouvellement de titre de séjour. Un décret fixe la liste des titres ou documents attestant la régularité de leur situation.

Le droit à l'allocation aux adultes handicapés est ouvert lorsque la personne ne peut prétendre, au titre d'un régime de sécurité sociale, d'un régime de pension de retraite ou d'une législation particulière, à un avantage de vieillesse ou d'invalidité, à l'exclusion de la majoration pour aide constante d'une tierce personne visée à l'article L. 355-1, ou à une rente d'accident du travail, à l'exclusion de la majoration pour aide d'une tierce personne mentionnée à l'article L. 434-2, d'un montant au moins égal à cette allocation. » ;

b) Au quatrième alinéa, les mots : *« dans les conditions prévues au premier alinéa ci-dessus, »* sont supprimés et les mots : *« Les sommes trop perçues à ce titre font l'objet d'un reversement par le bénéficiaire »* sont remplacés par les mots : *« Pour la récupération des sommes trop perçues à ce titre, les organismes visés à l'article L. 821-7 sont subrogés dans les droits des bénéficiaires vis-à-vis des organismes payeurs des avantages de vieillesse ou d'invalidité » ;*

c) Le cinquième alinéa est ainsi rédigé :

« Lorsque l'allocation aux adultes handicapés est versée en complément de la rémunération garantie visée à l'article L. 243-4 du code de l'action sociale et des familles, le cumul de cet avantage avec la rémunération garantie mentionnée ci-dessus est limité à des montants fixés par décret qui varient notamment selon que le bénéficiaire est marié ou vit maritalement ou est lié par un pacte civil de solidarité et a une ou plusieurs personnes à charge. Ces montants varient en fonction du salaire minimum de croissance prévu à l'article L. 141-4 du code du travail. » ;

2° L'article L. 821-1-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 821-1-1. - Il est institué une garantie de ressources pour les personnes handicapées composée de l'allocation aux adultes handicapés et d'un complément de ressources. Le montant de cette garantie est fixé par décret.

Le complément de ressources est versé aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés au titre de l'article L. 821-1 :

- dont la capacité de travail, appréciée par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles, est, compte tenu de leur handicap, inférieure à un pourcentage fixé par décret ;*
- qui n'ont pas perçu de revenu d'activité à caractère professionnel propre depuis une durée fixée par décret ;*
- qui disposent d'un logement indépendant ;*
- qui perçoivent l'allocation aux adultes handicapés à taux plein ou en complément d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail.*

Le versement du complément de ressources pour les personnes handicapées prend fin à l'âge auquel le bénéficiaire est réputé inapte au travail dans les conditions prévues au cinquième alinéa de l'article L. 821-1.

ANNEXE N° 3 (suite)

Toute reprise d'activité professionnelle entraîne la fin du versement du complément de ressources.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles le complément de ressources est versé aux intéressés hébergés dans un établissement social ou médico-social, hospitalisés dans un établissement de santé ou incarcérés dans un établissement relevant de l'administration pénitentiaire.

Les dispositions de l'article L. 821-5 sont applicables au complément de ressources. » ;

3° Après l'article L. 821-1-1, il est inséré un article L. 821-1-2 ainsi rédigé :

Art. L. 821-1-2. - *Une majoration pour la vie autonome dont le montant est fixé par décret est versée aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés au titre de l'article L. 821-1 qui :*

- *disposent d'un logement indépendant pour lequel ils reçoivent une aide personnelle au logement ;*
- *perçoivent l'allocation aux adultes handicapés à taux plein ou en complément d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail ;*
- *ne perçoivent pas de revenu d'activité à caractère professionnel propre.*

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles la majoration pour la vie autonome est versée aux intéressés hébergés dans un établissement social ou médico-social, hospitalisés dans un établissement de santé ou incarcérés dans un établissement relevant de l'administration pénitentiaire.

La majoration pour la vie autonome n'est pas cumulable avec la garantie de ressources pour les personnes handicapées visée à l'article L. 821-1-1. L'allocataire qui remplit les conditions pour l'octroi de ces deux avantages choisit de bénéficier de l'un ou de l'autre.

Les dispositions de l'article L. 821-5 sont applicables à la majoration pour la vie autonome. » ;

4° L'article L. 821-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « *commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 du code du travail* » sont remplacés par les mots : « *commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles* » et les mots : « *mais qui est* » sont remplacés par les mots : « *lorsqu'elle n'a pas occupé d'emploi depuis une durée fixée par décret et qu'elle est* » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé ;

c) Dans le dernier alinéa, le mot : « *troisième* » est remplacé par le mot : « *cinquième* » ;

5° Les articles L. 821-3 et L. 821-4 sont ainsi rédigés :

Art. L. 821-3. - *L'allocation aux adultes handicapés peut se cumuler avec les ressources personnelles de l'intéressé et, s'il y a lieu, de son conjoint, concubin ou partenaire d'un pacte civil de solidarité dans la limite d'un plafond fixé par décret, qui varie selon qu'il est marié, concubin ou partenaire d'un pacte civil de solidarité et a une ou plusieurs personnes à sa charge.*

Les rémunérations de l'intéressé tirées d'une activité professionnelle en milieu ordinaire de travail sont en partie exclues du montant des ressources servant au calcul de l'allocation selon des modalités fixées par décret.

Art. L. 821-4. - *L'allocation aux adultes handicapés est accordée, pour une durée déterminée par décret en Conseil d'Etat, sur décision de la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles appréciant le niveau d'incapacité de la personne handicapée ainsi que, pour les personnes mentionnées à l'article L. 821-2 du présent code, leur impossibilité, compte tenu de leur handicap, de se procurer un emploi.*

Le complément de ressources mentionné à l'article L. 821-1-1 est accordé, pour une durée déterminée par décret en Conseil d'Etat, sur décision de la commission mentionnée au premier alinéa qui apprécie le taux d'incapacité et la capacité de travail de l'intéressé.

La majoration pour la vie autonome mentionnée à l'article L. 821-1-2 est accordée, pour une durée déterminée par décret en Conseil d'Etat, sur décision de la même commission. » ;

6° L'article L. 821-5 est ainsi modifié :

a) A la fin de la deuxième phrase du premier alinéa, les mots : « *du handicapé* » sont remplacés par les mots : « *de la personne handicapée* » ;

ANNEXE N° 3 (suite)

b) Au sixième alinéa, les mots : « *du présent article et des articles L. 821-1 à L. 821-3* » sont remplacés par les mots : « *du présent titre* » ;

c) Dans le dernier alinéa, les mots : « *et de son complément* » sont remplacés par les mots : « *, du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome* » ;

7° L'article L. 821-6 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « *aux handicapés hébergés à la charge totale ou partielle de l'aide sociale ou hospitalisés dans un établissement de soins, ou détenus* » sont remplacés par les mots : « *aux personnes handicapées hébergées dans un établissement social ou médico-social ou hospitalisées dans un établissement de santé, ou détenues* », et les mots : « *suspendu, totalement ou partiellement,* » sont remplacés par le mot : « *réduit* » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé ;

8° Après l'article L. 821-7, il est inséré un article L. 821-7-1 ainsi rédigé :

Art. L. 821-7-1. - *L'allocation prévue par le présent titre peut faire l'objet de la part de l'organisme gestionnaire d'une avance sur droits supposés si, à l'expiration de la période de versement, la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ne s'est pas prononcée sur le bien-fondé de la demande de renouvellement.* » ;

9° L'article L. 821-9 est abrogé ;

10° Au premier et au deuxième alinéas de l'article L. 821-7, les mots : « *et de son complément* » sont remplacés par les mots : « *, du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome* ».

II. - Au premier alinéa de l'article L. 244-1 du code de l'action sociale et des familles, les mots : « *et L. 821-7* » sont remplacés par les références : « *, L. 821-7 et L. 821-8* ».

Article 17

Les articles L. 243-4 à L. 243-6 du code de l'action sociale et des familles sont ainsi rédigés :

Art. L. 243-4. - *Tout travailleur handicapé accueilli dans un établissement ou service relevant du a du 5° du I de l'article L. 312-1 bénéficie du contrat de soutien et d'aide par le travail mentionné à l'article L. 311-4 et a droit à une rémunération garantie versée par l'établissement ou le service d'aide par le travail qui l'accueille et qui tient compte du caractère à temps plein ou à temps partiel de l'activité qu'il exerce. Elle est versée dès l'admission en période d'essai du travailleur handicapé sous réserve de la conclusion du contrat de soutien et d'aide par le travail.*

Son montant est déterminé par référence au salaire minimum de croissance, dans des conditions et dans des limites fixées par voie réglementaire.

Afin de l'aider à financer la rémunération garantie mentionnée au premier alinéa, l'établissement ou le service d'aide par le travail reçoit, pour chaque personne handicapée qu'il accueille, une aide au poste financée par l'Etat.

L'aide au poste varie dans des conditions fixées par voie réglementaire, en fonction de la part de rémunération financée par l'établissement ou le service d'aide par le travail et du caractère à temps plein ou à temps partiel de l'activité exercée par la personne handicapée. Les modalités d'attribution de l'aide au poste ainsi que le niveau de la participation de l'établissement ou du service d'aide par le travail à la rémunération des travailleurs handicapés sont déterminés par voie réglementaire.

Art. L. 243-5. - *La rémunération garantie mentionnée à l'article L. 243-4 ne constitue pas un salaire au sens du code du travail. Elle est en revanche considérée comme une rémunération du travail pour l'application de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, et des dispositions relatives à l'assiette des cotisations au régime des assurances sociales agricoles et des cotisations versées au titre des retraites complémentaires. Ces cotisations sont calculées sur la base d'une assiette forfaitaire ou réelle dans des conditions définies par voie réglementaire.*

Art. L. 243-6. - *L'Etat assure aux organismes gestionnaires des établissements et services d'aide par le travail, dans des conditions fixées par décret, la compensation totale des charges et des cotisations afférentes à la partie de la rémunération garantie égale à l'aide au poste mentionnée à l'article L. 243-4.* »

ANNEXE N° 3 (suite)

Article 18

I. - Dans la première phrase du dernier alinéa (2°) de l'article L. 344-5 du code de l'action sociale et des familles, après les mots : « *son conjoint, ses enfants* », sont insérés les mots : « *, ses parents* ».

II. - La première phrase du dernier alinéa (2°) du même article est complétée par les mots : « *ni sur le légataire, ni sur le donataire* ».

III. - Le premier alinéa du même article est ainsi rédigé :

Les frais d'hébergement et d'entretien des personnes handicapées accueillies, quel que soit leur âge, dans les établissements mentionnés au b du 5° et au 7° du I de l'article L. 312-1, à l'exception de celles accueillies dans les établissements relevant de l'article L. 344-1, sont à la charge : ».

IV. - La dernière phrase du 1° du même article est complétée par les mots : « *ainsi que des intérêts capitalisés produits par les fonds placés sur les contrats visés au 2° du I de l'article 199 septies du même code* ».

V. - Après le même article, il est inséré un article L. 344-5-1 ainsi rédigé :

Art. L. 344-5-1. - Toute personne handicapée qui a été accueillie dans un des établissements ou services mentionnés au 7° du I de l'article L. 312-1 bénéficie des dispositions de l'article L. 344-5 lorsqu'elle est hébergée dans un des établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique.

Les dispositions de l'article L. 344-5 du présent code s'appliquent également à toute personne handicapée accueillie dans l'un des établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du présent code et au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique, et dont l'incapacité est au moins égale à un pourcentage fixé par décret. »

VI. - Les dispositions de l'article L. 344-5-1 du code de l'action sociale et des familles s'appliquent aux personnes handicapées accueillies, à la date de publication de la présente loi, dans l'un des établissements ou services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du même code ou au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique, dès lors qu'elles satisfont aux conditions posées par ledit article.

TITRE VIII**DISPOSITIONS TRANSITOIRES****Article 100**

I. - A titre transitoire, le Fonds de solidarité vieillesse gère la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie instituée par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

Dans le troisième alinéa de l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale, les mots : « jusqu'au 30 juin 2005 » sont remplacés par les mots : « jusqu'à une date fixée par arrêté des ministres chargés des personnes âgées, des personnes handicapées, du budget et de la sécurité sociale qui ne peut être postérieure au 31 décembre 2005 ».

II. - L'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles prend effet à compter du 1er janvier 2006.

Pour l'année 2005, les crédits mentionnés aux 1° et 2° de l'article 13 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 précitée sont affectés au financement des mesures suivantes :

1° Pour ce qui concerne le 1° de l'article 13 :

a) La contribution aux régimes de base d'assurance maladie prévue au I de l'article 12 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 2004-1370 du 20 décembre 2004) ;

b) Les dépenses de prévention et d'animation pour les personnes âgées ;

c) Par voie de fonds de concours créé par l'Etat, les opérations d'investissement et d'équipement, notamment pour la mise aux normes techniques et de sécurité des établissements pour personnes âgées ;

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

d) Par voie de subvention, une contribution financière :

- aux opérations d'investissement liées au développement de l'offre de lits médicalisés et aux adaptations architecturales concernant la prise en charge des personnes souffrant de troubles de la désorientation ;

- à la mise en oeuvre des nouvelles normes techniques, sanitaires et de sécurité ;

2° Pour ce qui concerne le 2° de l'article 13 :

a) La contribution aux régimes de base d'assurance maladie prévue au II de l'article 12 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 précitée ;

b) Les crédits de cette section peuvent également financer, par voie de fonds de concours créé par l'Etat :

- les établissements mentionnés au a du 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions définies à l'article L. 314-4 du même code ;

- les subventions aux organismes intervenant dans le secteur du handicap, notamment les services gestionnaires d'auxiliaires de vie ;

- les contributions aux départements pour accompagner leur effort en faveur de l'accompagnement à domicile des personnes handicapées ;

- les dispositifs pour la vie autonome définis par arrêté du ministre chargé de l'action sociale ;

- les aides à l'installation et à la mise en oeuvre des maisons départementales des personnes handicapées ou aux structures les préfigurant ;

- les opérations d'investissement et d'équipement, notamment pour la mise aux normes techniques et de sécurité des établissements pour personnes handicapées ;

- les contributions au fonds interministériel pour l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux recevant du public ;

- les contributions au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

Les montants de ces différents concours et leurs modalités de versement sont fixés par arrêté des ministres chargés des personnes âgées, des personnes handicapées, du budget et de la sécurité sociale.

III. - Le 5° de l'article 13 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 précitée est ainsi rédigé :

« 5° Un prélèvement sur les ressources encaissées par la caisse, réparti à égalité entre les sections mentionnées aux 1° et 2°, pour financer :

« a) Le remboursement au Fonds de solidarité vieillesse des charges qui lui incombent au titre de la gestion de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pendant la période transitoire ;

« b) Les frais d'installation et de démarrage de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et des systèmes d'information nationaux. »

IV. - Les crédits affectés, au titre de l'exercice 2005, aux dépenses mentionnées aux 1° et 2° de l'article 13 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 précitée qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice donnent lieu à report automatique sur l'exercice suivant, dans des conditions fixées par voie réglementaire.

ANNEXE N° 4 : Convention type Etat - Département

CONVENTION DE GESTION ET DE FINANCEMENT DES AIDES COMPLEMENTAIRES POUR LES PERSONNES TRES LOURDEMENT HANDICAPEES VIVANT A DOMICILE

L'Etat, représenté par Monsieur (Madame) le(la) Préfet(e) du département de,

d'une part,

Et

Le département de, représenté par le Président du conseil général,

Monsieur, Madame

d'autre part,

Convienent des dispositions suivantes :

ARTICLE 1 :

Par la présente convention, le département de ... s'engage à apporter son concours, durant l'année 2005, à la mise en œuvre du dispositif de prise en charge complémentaire des besoins d'aide humaine pour les personnes adultes très lourdement handicapées vivant à domicile, prévu par la circulaire DGAS/PHAN/3A du 11 mars 2005 complétée par les instructions du 20 mai 2005 et du (à compléter selon la date des nouvelles instructions en cours aux préfets).

Les services départementaux s'engagent à fournir à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) les informations à leur disposition permettant de recenser les personnes susceptibles de bénéficier du dispositif ainsi que les aides qu'ils apportent déjà aux personnes bénéficiaires de l'aide complémentaire avant mise en œuvre du présent dispositif conventionnel.

ARTICLE 2 :

L'Etat s'engage à verser au département du un montant de correspondant aux aides à payer, selon l'échéancier figurant en annexe de la présente convention.

ARTICLE 3 :

La présente convention prend effet à la date de la signature par les deux parties. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 2005.

ARTICLE 4 :

La dotation de l'Etat, correspondant au total des aides attribuées par le département de ... durant l'exercice 2005, est imputée sur les crédits du chapitre 46-35, article 20 du budget de l'Etat, Ministère de la santé et des solidarités.

Elle est créditée sur le chapitre 74, article 74718 en cas de vote par nature ou 935, article 9352 en cas de vote par fonction du budget 2005 du département du selon les procédures budgétaires et comptables de droit commun.

Le département de ... s'engage à n'utiliser la dotation que pour le paiement des seules aides aux personnes handicapées visées par la présente convention.

Par délégation du préfet, l'ordonnateur de la dotation est le (la) Directeur(trice) départemental(e) des affaires sanitaires et sociales du

ANNEXE N° 4 (suite)

Le comptable assignataire de la dotation de l'Etat est le Trésorier payeur général du

ARTICLE 5 :

Le comité d'attribution statue sur l'aide complémentaire après évaluation des besoins de la personne handicapée.

Le comité d'attribution est constitué par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en liaison avec le Président du Conseil Général. Ce comité est composé d'un représentant de la DDASS, d'un médecin de l'équipe technique de la COTOREP, de deux représentants du département (dont un technicien) et d'un membre de la COTOREP permettant d'associer des représentants des personnes handicapées à ce comité.

La DDASS assure le secrétariat du comité d'attribution.

Les décisions du comité d'attribution sont transmises par courrier, dans un délai de 2 semaines suivant chacune de ses réunions, par son secrétariat (DDASS) aux services compétents du département (coordonnées :). Le secrétariat du comité informe parallèlement le bénéficiaire de l'aide de la décision du comité en lui indiquant que le versement de l'aide débute dès lors qu'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée est fourni aux services départementaux (service payeur) sauf si ledit contrat a été fourni au moment de la demande. Dans ce dernier cas, le secrétariat du Comité d'attribution aura transmis le contrat de travail ou de service à l'appui de la décision.

Dans un délai d'un mois après réception des décisions du comité d'attribution, le Président du Conseil Général notifie l'aide accordée à chaque bénéficiaire, en l'informant des délais, des modalités et des conditions de sa mise en paiement. Cette notification rappelle notamment l'exigence d'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée.

ARTICLE 6 :

Conformément à la décision du comité d'attribution, le montant de l'aide accordée est versé soit au bénéficiaire ou à son représentant légal, soit au tiers autorisé par le bénéficiaire ou son représentant légal.

Le Président du Conseil Général, ordonnateur, mandate dans les meilleurs délais les aides en respectant les montants et les modalités décidés par le Comité. Chaque mandat est appuyé d'une copie de la décision d'attribution d'aide émanant du comité d'attribution. Le premier mandat payé, au titre du dispositif transitoire, est également appuyé d'une copie de la convention Etat-Département. Les mandats suivants font simplement référence au numéro de ce premier mandat pour dispense de justification de la convention pour chaque dépense

Le comptable assignataire de ces aides est le Payeur Départemental de

Le versement de l'aide est subordonné à la production par le bénéficiaire aux services départementaux :

- d'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée,
- ou d'une acceptation expresse de transmettre une copie du contrat mentionné ci-dessus dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution.

Dans le dernier cas, à défaut de justification apportée dans le délai imparti, le Président du Conseil Général émet un titre de perception à l'encontre du bénéficiaire d'un montant correspondant aux sommes indûment versées. Le payeur départemental est chargé du recouvrement des indus. En tout état de cause, les indus restent à la charge de l'Etat en l'absence d'un tel reversement par le bénéficiaire.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)**ARTICLE 7 :**

Les services du département de ... adressent à la DDASS un relevé mensuel des aides mandatées.

Un bilan annuel récapitulatif est également transmis à La DDASS à la clôture de l'exercice 2005 et au plus tard le 31 mars 2006, appuyé d'une synthèse des conditions de mise en œuvre de ce dispositif conventionnel. Une copie de ce bilan annuel est adressée au Trésorier-Payeur Général de ... ainsi qu'au Payeur Départemental de ...

Les crédits non consommés sont reversés à l'État : Après clôture de l'exercice 2005, et au vu du bilan produit, la DDASS rapproche le montant des aides effectivement payées avec le montant des contributions versées par l'État. Si ce contrôle révèle l'existence d'un trop perçu, la DDASS émet un titre de perception à l'encontre du département.

ARTICLE 8 :

Durant la période de validité de la présente convention, des avenants à la convention pourront être conclus par les parties contractantes afin de prendre en compte d'éventuels ajustements du dispositif apparus nécessaires. Une copie de chaque avenant est transmise au Trésorier-Payeur Général de ... ainsi qu'au Payeur Départemental de ...

ARTICLE 9 :

En cas de non respect par l'une des parties de ses engagements tels que mentionnés dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 10 :

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur des services du département, le trésorier-payeur général et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention pour l'Etat. Ils sont destinataires d'une copie de la présente convention dès sa signature.

Le Préfet,

Signature

Le Président du Conseil Général,

Signature

